

Le premier ministre a fait voir à la Chambre un peu de l'atmosphère de ces conférences. Il a évoqué la représentation des diverses races et couleurs, des quatre ou cinq religions les plus pratiquées dans le monde. Autour de cette table, ont pris place des hommes qui, à un moment donné, ont été des extrémistes. La suite des événements nous montre que leur extrémisme est devenu une qualité: ils ont d'abord conduit leur pays à l'indépendance, puis les ont fait entrer au sein du Commonwealth, le plus grand hommage qu'ils pouvaient rendre à cette institution. En écoutant le premier ministre, force me fut de constater son admiration pour le Commonwealth et tout ce qu'il représente. La loyale opposition de Sa Majesté partage les mêmes sentiments depuis des années. C'est un Commonwealth sans organisation, sans rouages centralisés, irrégulier, car il n'a pas de mandat. Mais, chose étrange, il fonctionne.

Lorsque le très honorable représentant a parlé des différents premiers ministres, il y en a un auquel j'ai songé; il s'agit de M. Banda. Je l'ai rencontré à Londres au cours de l'une des conférences. Nous avons causé un certain temps, puis il a dû me quitter. Je lui ai demandé où il allait. «Je m'en vais au Palais de Buckingham», me répondit-il. Deux semaines plus tôt, il avait été libéré de prison. Il en était ainsi de plusieurs participants à la conférence; ces hommes, poursuivis jadis pour leur lutte révolutionnaire, sont maintenant unis au sein de cet organisme qu'on ne parvient pas à définir.

On retrouve dans le Commonwealth toutes les formes de gouvernement, sauf le gouvernement communiste. Je suis de ceux qui croient que le Commonwealth peut et doit englober toutes les formes de gouvernement, mais je ne crois pas qu'il puisse jamais arriver à accepter un pays communiste comme membre. Le premier ministre a parlé de la recommandation formulée en vue d'un secrétariat. Il s'écarte beaucoup de ses vues d'autrefois et, plus encore, de l'attitude de M. Mackenzie King qui craignait toute formule de ce genre, comme étant un prototype moderne du Pacte de Famille de 1835, 1836 et 1837. Mais nos attitudes changent. Je me rappelle avoir mentionné une fois au cours d'une de ces conférences quelque chose de ce genre mais, de l'avis général, le moment n'était pas bien choisi.

Le premier ministre déclare qu'il est important de choisir le bon moment; il a raison. Les changements qui se sont produits en quelques années à cet égard, suscités notamment par les demandes des membres africains du Commonwealth, dénotent une attitude

commune aux peuples de couleur du Commonwealth. Lorsque ces pays étaient encore des colonies, le Royaume-Uni représentait l'opposé de tout ce qui était raisonnable et responsable; il était en butte aux plus violentes diatribes. Mais avec le temps et l'obtention de l'indépendance, les critiques ont fait place à l'admiration pour le généreux apport de la Grande-Bretagne à la hausse des niveaux de vie et à l'accroissement de la liberté dans le monde entier.

Je me rappelle, et le premier ministre en a parlé, avoir préconisé, dans une ou deux conférences, une déclaration des droits du Commonwealth. Je reconnaissais les difficultés qu'il faudrait surmonter. Il y avait là des représentants de toutes formes de gouvernement, comme je l'ai dit, il y a un instant, dont certains n'avaient pas le régime parlementaire que nous avons, certains n'acceptant pas la reine dans leur régime constitutionnel, sauf comme chef du Commonwealth.

Mon attitude sur un point n'a jamais changé au cours des ans, et elle est la même: ce Commonwealth ne peut survivre que s'il n'établit aucune distinction entre blancs et races de couleur, puisque cinq sur six habitants dans cette communauté de nations appartiennent à une race de couleur. J'ai toujours soutenu que les préjugés, comme principe de gouvernement d'un pays au sein du Commonwealth, étaient incompatibles avec la participation au Commonwealth. Ce point de vue était généralement admis en 1961 et je cite, pour résumer, ce que j'ai déclaré à la Chambre à ce moment-là.

Nous étions contre la ségrégation raciale. Je ne pouvais approuver une formule, ou une solution, qui n'établirait pas hors de tout doute que la non-discrimination en matière de race et de couleur était un principe essentiel de l'association du Commonwealth. Il ne s'agissait pas simplement d'une attitude dictée par les circonstances de l'heure. Ma conviction à cet égard n'a pas varié au cours des ans. Tous, sauf le premier ministre de l'Afrique du Sud, ont admis qu'il était impossible de consentir à ce que l'Afrique du Sud reste membre, sans que celle-ci s'exprime catégoriquement à l'égard de la ségrégation raciale.

Cette opinion que j'ai alors exprimée a été considérée comme extrême. Or ces vues, que certaines personnes ont regardées comme une hérésie, sont devenues aujourd'hui orthodoxes. Le communiqué comporte une affirmation qui reconnaît une fois pour toutes l'acceptation de ce principe immuable par tous les membres du Commonwealth. Voici ce qu'on lit dans le communiqué de cette semaine:

Le Commonwealth a un rôle spécial à jouer dans la recherche d'une solution aux problèmes interraciaux qui menacent le progrès ordonné de l'humanité en général...